

# *l'Anti*capitaliste

n°797 | 23 avril 2026 | 2 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE



## ZOOM

Esclavage: la France porte une abstention particulière

Page 3

## INTERNATIONAL

Palestine. Mobilisation étudiante, répression violente

Page 4

## ARGUMENTS

Défendre le 1<sup>er</sup> Mai

Page 5

## CHAMP LIBRE

Entretien avec Nicolas Marty, président de l'Observatoire de l'expérimentation animale (OXA)

Page 8

## Édito

## Les valeurs de leur République

Par ALEX BACHMAN

Condamné en première instance et placé en détention pendant vingt jours, Sarkozy est donc jugé en appel pour le financement de la présidentielle de 2007. Cet énième procès Sarkozy mérite qu'on s'y intéresse, surtout pour ce qu'il en dit des mœurs de la classe dominante. Sarkozy en est à sa troisième condamnation : pour corruption dans l'affaire « Bismuth » ; pour financement illicite de campagne électorale dans l'affaire Bygmalion ; et pour association de malfaiteurs suite au financement par Kadhafi de la campagne de 2007. Le tribunal l'a reconnu coupable et condamné à cinq ans ferme pour avoir envoyé Guéant et Hortefeux négocier un pacte de corruption avec Abdallah Al-Senoussi. Les termes du marché : des millions en espèces pour la campagne contre une certaine bienveillance à l'égard de Senoussi. Celui-ci, beau-frère de Kadhafi et chef des services secrets libyens, avait été condamné à la perpétuité pour l'attentat contre le DC-10 d'UTA (170 morts en 1989). Sarkozy a fait appel et, le moins que l'on puisse dire, c'est que la solidarité de classe ne joue pas à plein régime. Sarkozy se défait de ses anciens subordonnés et amis. À commencer par Guéant, son ancien secrétaire général à l'Élysée puis ministre de l'Intérieur, qu'il accuse à demi-mot d'avoir pioché sans façon dans l'argent libyen pour son bénéfice personnel. Il prétend ne pas avoir été informé des voyages en Libye de Guéant et Hortefeux pour rencontrer Senoussi. Il invente un « réseau chiraquien » mené par son propre avocat, Thierry Herzog. Acculé, risquant une condamnation plus sévère qu'en première instance, l'ancien président est prêt à tout pour sauver sa peau, balançant ses complices. Une leçon de choses à méditer sur les valeurs d'une haute bourgeoisie si prompt à donner des leçons de « valeurs républicaines » aux classes populaires.

## PROCÈS SARKOZY

LEVEZ LA MAIN DROITE ET JUREZ DE NE PAS ÉCRIRE UN NOUVEAU LIVRE!!



CHARMAG



# À la Une

## Impasse du macronisme, danger fasciste : ne restons pas l'arme au pied!

*Lecornu n'a qu'une mission : tenir jusqu'à la présidentielle, malgré l'absence de majorité à l'Assemblée et de base dans la société pour la poursuite des politiques néolibérales, et tout en faisant avancer cet agenda au gré des rapports de forces.*

La crise politique prolongée ne s'est pas miraculeusement résolue pendant la pause parlementaire. Les élections municipales ont confirmé les divisions politiques qui traversent le pays.

## Des revers en série pour le gouvernement

La reprise des débats à l'Assemblée confirme chaque jour l'absence de majorité. Et à un an d'échéances électorales centrales, le bloc macroniste est en désagrégation. Les lignes et les ambitions concurrentes prennent le dessus à mesure qu'approche le moment où le leadership de Macron ne va plus être opérant. Le gouvernement a ainsi accumulé les revers : retrait de la proposition de loi Yadan, abandon du texte sur le travail du 1<sup>er</sup> Mai, rejet du projet sur les ruptures conventionnelles. La faiblesse du gouvernement laisse de la place pour des victoires à gauche à travers des mobilisations.

Si le gouvernement et sa majorité ont cédé sur la proposition de loi Yadan, c'est avant tout parce qu'ils n'étaient pas en mesure de la faire adopter. La mobilisation, les prises de position, les centaines de milliers de signatures et le travail parlementaire de LFI ont pesé dans ce rapport de forces. De la même manière, un front syndical et politique solide sur le 1<sup>er</sup> Mai et la crainte d'une très forte mobilisation l'ont fait renoncer au passage en force législatif.

Mais l'attentisme du mouvement social et la soumission de l'essentiel de la gauche à l'agenda institutionnel ne permettent pas de créer, pour le moment, un mouvement d'ensemble pour imposer des ruptures, et laissent la place aux manœuvres politiciennes de tous types.

## Des contournements antidémocratiques

Sur la loi Yadan, le gouvernement annonce vouloir déposer lui-même un projet de loi en juin, ce qui lui donnerait bien plus de leviers qu'une proposition parlementaire. On ignore encore s'il en reprendra le contenu ou s'il s'agit surtout d'un effet d'annonce pour masquer une défaite. Une chose est certaine : l'issue dépendra de notre capacité à maintenir la pression (lire page 4 notre article sur la mobilisation étudiante). De même, sur le 1<sup>er</sup> Mai, le gouvernement annonce une loi pour l'an prochain (ce qui ne l'engage à rien) mais surtout il donne des consignes pour ne pas verbaliser les boulangeries et les fleuristes qui feraient travailler leurs salariéEs dès cette année (lire page 5 notre dossier sur le

1<sup>er</sup> Mai), contournant la loi comme le Parlement.

Plutôt que d'affronter une Assemblée ingouvernable, l'exécutif mobilise les artifices les plus antidémocratiques de la 5<sup>e</sup> République pour faire avancer son agenda sans tomber. On est bien loin de la promesse de la méthode Lecornu de « rendre le pouvoir » au Parlement, au nom de laquelle le centre gauche l'avait sauvé de la censure.

La gestion budgétaire en est encore un exemple. Le gouvernement prévoit de geler 6 milliards d'euros de dépenses, pourtant prévues au budget, sans passer par une loi de finances rectificative : 4 milliards d'euros pour l'État et 2 milliards

pour la Sécurité sociale. Un tour de vis austéritaire sans même un débat parlementaire.

## Une majorité de projets... avec l'extrême droite

Les lois que le gouvernement parvient à faire adopter sont celles qui sont soutenues par l'union des droites. La loi de « simplification » en est l'illustration, avec des reculs importants, comme la suppression des zones à faibles émissions ou l'assouplissement des règles contre l'artificialisation des sols, et au détriment de la démocratie environnementale (lire notre article sur le site, lien page 6).



Il ne fait pas de doute qu'il en ira de même pour la révision de la loi de programmation militaire 2024-2030, qui prévoit encore 36 milliards d'euros supplémentaires. En parallèle, Le Pen et Bardella donnent tous les gages possibles au patronat et aux actionnaires, en assumant des politiques néolibérales (lire ci-contre le *No comment*). Car ce que les impasses institutionnelles et les dénis démocratiques favorisent, c'est l'arrivée au pouvoir du RN, à laquelle se rallient de plus en plus de secteurs de la bourgeoisie et de la droite, y compris du grand patronat.

Nous ne devons pas rester l'arme au pied, avec comme seule perspective les échéances électorales à venir, mais nous saisir de toutes les dates de mobilisation pour en faire des démonstrations d'unité et de force : le 1<sup>er</sup> Mai, lors des *prides* (lire page 6), contre le sommet du G7 à Genève mi-juin... Pour construire, dans les luttes, l'unité de notre camp face aux attaques et au fascisme.

Olivier Lek Lafferrière

## Bien dit

## Une suspension totale ne relève pas d'un choix politique, c'est une exigence minimale

Alors qu'une initiative citoyenne européenne (ICE) a recolté plus d'un million de signatures, des expertEs de l'ONU appellent à la suspension immédiate de l'accord commercial entre l'Union européenne et Israël. « À la lumière de la gravité et de l'ampleur des violations des droits humains documentées, une suspension totale ne relève pas d'un choix politique, mais d'une obligation juridique qui incombe à l'Union européenne, et constitue une exigence minimale pour aligner son action sur ses obligations au regard du droit international. »

## Acturama



Le groupuscule d'extrême droite identitaire « Les Natifs » avait appelé à un rassemblement dimanche pour tenter d'expulser des personnes sans abri, hébergées dans un gymnase du 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris pour six semaines. La mairie de Paris permet que les gymnases soient utilisés à tour de rôle pendant quelques semaines afin de pallier les défaillances de l'État. L'association Utopia 56 appelait à un rassemblement de soutien pour empêcher tout passage à l'acte et ne pas laisser l'extrême droite faire entrave au droit à l'hébergement. **L'Anticapitaliste était sur place, retrouvez notre reportage vidéo :**



# NÉGROPHOBIE Esclavage: la France porte une abstention particulière

Le 25 mars dernier, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution sur la traite transatlantique. Plus précisément, cette résolution, portée par le Ghana, vise à qualifier « la traite des AfricainEs réduits en esclavage et l'esclavage racialisé des AfricainEs du plus grave crime contre l'humanité ». L'adoption a été large mais pas unanime: 123 voix pour, 3 contre et 52 abstentions. Dès lors, ce vote donne à voir l'état du rapport de forces international concernant une mémoire toujours vivace.

Ainsi, il s'agit pour le Ghana de tourner les regards du monde vers une histoire qui, entre le 15<sup>e</sup> et le 19<sup>e</sup> siècle, a marqué « le début du système capitaliste racial, ces nouveaux systèmes racialisés de travail et de propriété transformant le destin de tous les peuples à travers le monde ». Cette résolution 80/250 convoque tout à la fois l'histoire de l'esclavage, du colonialisme et du néocolonialisme, l'impact de celle-ci sur la réorganisation politique, économique et sociale du monde et les positions prises par l'ONU et la Société des nations sur ce sujet. Elle procède à une véritable dissection des relations internationales et de l'oppression des peuples.

## Encore des mots toujours des mots

Elle avait donc tout pour déplaire aux tenantEs de l'ordre capitaliste. Aussi ne sommes-nous pas étonnéEs de voir l'Argentine, Israël et les États-Unis voter contre et la quasi-totalité des pays européens s'abstenir. Car cette division raciale du monde a instauré une hiérarchie qui profite aux Occidentaux.

Il convient de s'interroger sur l'impact réel de cette résolution. La symbolique est forte. La résolution est adoptée pendant la Journée internationale de commémoration des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, et l'année du centenaire de la Convention relative à l'esclavage. Mais il est à craindre que tous ces beaux mots ne restent rien d'autre que des mots.

## Un État à la mémoire sélective

Depuis 2013, l'État français reconnaît l'esclavage comme un crime contre l'humanité. On peut donc s'étonner de ce qu'il ne garde pas la même énergie en AG de l'ONU. D'autant plus que ce lundi 13 avril, l'Assemblée nationale a voté à l'unanimité une loi de « restitution de biens culturels provenant d'États qui, du fait d'une appropriation illicite, en ont été privés ».

La France est prête à toutes les concessions symboliques tant que n'est pas abordée la question du système réel et de la réalité de l'oppression. Parce que poser la question de l'esclavage, c'est se demander : à qui a profité



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA HANS / LUCAS

le crime ? C'est interroger les réparations aux anciens propriétaires d'esclaves, le maintien de la domination pour nombre de leurs descendants dans les DROM-COM, la nature coloniale et néocoloniale de ses rapports avec la Kanaky ou l'Afrique.

## La solution face à l'oppression se trouve chez les opprimés

Les victoires législatives n'entraînent pas nécessairement de justice. Elle est pourtant essentielle à toute paix, après que les pires crimes sont reconnus

sans qu'aucun criminel ne soit désigné.

Il revient aux masses exploitées et opprimées de s'inviter dans la discussion. Plus que jamais, nous devons sensibiliser le plus grand nombre à la réalité de l'histoire de l'esclavage. Nous devons soutenir les militantEs afrodescendantEs, partout dans le monde, pour que justice leur soit rendue. Enfin, nous devons nous atteler à bâtir une organisation internationale plus égalitaire. Il est temps de déposséder les maîtres.

Stéphane Waha

# BOLLORISATION Nouvelle purge chez Hachette, Olivier Nora limogé par Bolloré

Qu'ont donc en commun Vanessa Springora, Michel Houellebecq, Virginie Despentes et Caroline Fourest ? Ce qui commence comme une mauvaise blague n'en est malheureusement pas une : tous quatre viennent, aux côtés de plus de 180 auteurEs, de quitter leur maison d'édition, Grasset.

En effet, le mercredi 15 avril, à quelques jours du Festival du Livre, séisme dans l'édition : on apprend qu'Olivier Nora, patron emblématique des éditions Grasset, vient de se faire limoger sans sommation par Bolloré, propriétaire d'Hachette depuis 2024, après avoir régné sur son concurrent Editis pendant des années. Mais quel méfait a donc commis Nora pour se faire traiter de la sorte après 26 ans de bons et loyaux services ? Tout simplement refuser de publier Boualem Sansal, auteur franco-algérien réactionnaire (c'est un euphémisme), connu pour ses accointances avec notamment Philippe de Villiers.

## 24 heures chrono

L'un des auteurs de Grasset raconte qu'alors qu'il est lui-même en train de présenter aux commerciaux son nouveau livre à paraître, accompagné de Nora, son éditeur, il voit celui-ci se lever pour prendre un coup de fil. Lorsqu'il revient dans la pièce, la nouvelle est tombée : le voilà purgé d'une maison où, depuis



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA HANS / LUCAS

l'an 2000, il avait su s'entourer d'auteurs et d'autrices fidèles, et d'une équipe solide qui louait autant ses qualités d'éditeur que de directeur. Récemment, Olivier Nora s'était tenu vent debout contre le milliardaire et ses sbires, qui voulaient réduire les coûts de la maison en sabrant dans la masse salariale. En outre, il s'était battu aux côtés de ses éditrices pour que voient le jour des textes « de lumière et de résistance » — l'expression vient de

l'éditrice Pauline Perrignon — tels que *Chères ancêtres*, d'Isis Labeau-Caberla.

## La Fayardisation en marche

Après son départ, remplacé par Jean-Christophe Thiery, déjà PDG de Louis Hachette Group et ami de Bolloré, la maison, vidée de ses auteurEs, n'est qu'une coquille vide... mais avec une force de frappe qui demeure celle du groupe. Il ne tiendra qu'à Thiery d'amorcer une phase

de « Fayardisation » et de remplir le catalogue d'écrivains toujours plus réactionnaires. Cela n'est pas sans rappeler l'histoire sombre de la maison, qui, dans les années 1940, avait purgé son catalogue de tous les titres qui ne plaisaient pas à l'occupant, pour en faire une vitrine du régime fasciste de Vichy.

## Une seule solution : la nationalisation !

Alors, après Fayard, Grasset, doit-on redouter que Stock, Lattès, ou encore Le Livre de poche soient les prochains sur la liste ? Plutôt que de céder à l'anticipation anxieuse, réfléchissons à des solutions qui seraient durables, et qui résoudraient par la même occasion le problème du monopole dans l'édition : après plusieurs échanges avec des confrères et consœurs éditeurEs et auteurEs, nous pensons qu'il est temps d'œuvrer pour une nationalisation des grands groupes d'édition, à commencer par Hachette. Car nos écrits valent plus que leurs profits !  
**Louise G., autrice et agente littéraire**

## No comment

Lever les verrous normatifs qui freinent le développement économique de la France

Tel est le but du partenariat que MARINE LE PEN et JORDAN BARDELLA nouent avec le MEDEF : « Notre objectif est d'élaborer un grand projet d'ordonnance de simplification, qui sera publié dès le début du mandat, afin de libérer l'économie française de ces entraves coûteuses ». On ne saurait le dire plus clairement : le projet propatronal du RN est de supprimer les protections sociales et environnementales. Ils sont racistes, ils sont capitalistes, à bas les fascistes !

## Agenda

**Samedi 25 avril, inauguration de la stèle pour les victimes de l'Agent Orange, Paris 13<sup>e</sup>.** À 11h au parc de Choisy.

**Samedi 25 avril, rencontre « Stand Up with Minnesota », Paris 11<sup>e</sup>.** À partir de 14h au CICP, 21 ter rue Voltaire.

**Samedi 25 avril, journée d'information « Désarmer Bolloré et ses alliés », Lyon (69).** À partir de 14h, l'Île Égalité, Villeurbanne.

**Dimanche 26 avril, marche lesbienne afrolesbienne, translesbienne, intersectionnelle, Paris (75).** À 14h, place de la Nation (lire page 6).

**Dimanche 26 avril, tournoi de foot féministe et populaire pour la Palestine, Noisy-le-Sec (93).** À partir de 14h, gymnase Paul-Langevin, 11 rue du 18 Avril 1944.

**Dimanche 26 avril, Meeting « Contre le pouvoir impérialiste », Le Havre (76).** De 14h30 à 18h30, 56 rue des Acacias.

**Vendredi 1<sup>er</sup> Mai, Fête anticapitaliste, Strasbourg (67).** À partir de 12h, 1, place des Orphelins à Strasbourg. Barbecue, buvette, repas vegan, débats et discussions.

**Vendredi 8 mai, manifestation pacifiste « Contre le porte-avion, contre la guerre », Saint-Nazaire (44).** À 11h place de l'Amérique latine à Saint-Nazaire.

Pour annoncer un événement : [agenda@npa-anticapitaliste.org](mailto:agenda@npa-anticapitaliste.org)

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **L'Anticapitaliste.org**

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
redaction@lanticapitaliste.org

**Diffusion :**  
diffusion@lanticapitaliste.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
1225-C-93922

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.  
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
1800 exemplaires

**Directrice de publication :**  
Penelope Duggan

**Secrétaire de rédaction :**  
Olivier Lek Lafferrière

**Graphisme :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 21  
Mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

IMPRIM'VERT®

## BURKINA FASO Crimes et haine ethnique

*Le rapport d'HRW souligne les graves violations des droits humains et pointe la responsabilité des autorités dans la haine ethnique à l'encontre des Peuls.*

Deux années d'enquête ont été nécessaires à l'organisation de défense des droits humains *Human Rights Watch* (HRW) pour établir son rapport sur le Burkina Faso. La période couverte s'étend de janvier 2023 à août 2025, et l'analyse porte sur 57 événements dans 11 régions du pays, ayant occasionné la mort de plus de 1800 civils.

### Politique de la terre brûlée

Parmi ces décès, 1255, dont 193 enfants, sont dus à l'action de l'armée ou de sa milice supplétive, les *Volontaires pour la Défense de la Patrie* (VDP). Les groupes djihadistes, principalement le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda, sont responsables de la mort de 582 personnes, dont 15 enfants.

L'étude de HRW montre que ces nombres élevés de victimes ne sont pas la conséquence d'actes isolés ni de groupes de combattants en déshérence, mais relèvent d'une stratégie de terreur commune aux forces belligérantes. Parmi les exemples, on peut citer, du côté de l'armée, une de ses opérations baptisée *Tchéfari 2* («Le miel des guerriers 2»). «*Les soldats et les VDP ont ciblé des communautés vivant sous le contrôle du GSIM, tuant des centaines de civils.*» Du côté des djihadistes : «*Lorsqu'une communauté compte des VDP parmi ses membres, le GSIM considère l'ensemble de cette communauté comme alliée aux forces de sécurité gouvernementales, ce qui en fait une cible de représailles, d'attaques et d'intimidation.*»

### Haine ethnique et médias muselés

À cette politique de prise en otage des civils s'ajoute celle menée par les plus hautes autorités du pays, qui entretiennent une haine ethnique vis-à-vis de la communauté peule, accusée d'être en collusion avec les islamistes. Ce racisme anti-peul n'est pas nouveau, mais il prend désormais des proportions inquiétantes avec la popularisation du slogan «*zéro Peul*». Le président Traoré, qui a pris le pouvoir par un coup d'État, joue de cette rhétorique en déclarant à l'attention des Peuls : «*Nous lancerons toutes nos forces dans la bataille et il y aura beaucoup de morts. Et ce sera plus compliqué pour votre communauté.*»

L'interdiction de toutes les ONG et les restrictions drastiques imposées aux médias par le gouvernement empêchent de connaître le nombre réel de victimes. Les deux millions de déplacés à l'intérieur du pays donnent une idée de la violence qu'endurent les populations. En bâillant la presse, les autorités tentent de minorer les effets de cette guerre qui ne dit pas son nom. Lorsque l'armée subit des revers, les «*Wayiyans*» — les partisans de la junte — tentent d'allumer des contre-feux en arguant qu'il s'agit de fausses informations propagées par les ennemis du Burkina. Si cette limitation du droit à l'information cache difficilement la progression des djihadistes, qui contrôlent une grande partie du pays, elle reste un instrument efficace favorisant l'impunité de la hiérarchie militaire pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Paul Martial

### À Lire sur le site



Trump, le pape Léon, Jésus et la Bible, par Dan La Botz

## HONGRIE Défaite écrasante d'Orbán, et après ?

*La victoire écrasante de Péter Magyar met fin à des années de domination d'Orbán. Les raisons profondes de cette fin de règne sont avant tout économiques. Mais les promesses de changement sont limitées. Seules les mobilisations pourront imposer des ruptures avec les politiques antisociales et réactionnaires.*

Aux élections de 2022, la coalition d'opposition, pourtant unie face à Orbán, avait recueilli moins de 2 millions de voix. Cette fois-ci, Tisza, le parti de Péter Magyar, en a eu plus de 3 millions, raflant 53,1% des votes et 138 sièges de députés sur 199, et ce avec une participation de presque 80%. Pourquoi un tel raz-de-marée ? Les analystes *mainstream* parlent d'usure du pouvoir, de scandales judiciaires, de révolte anti-oligarchie, de saturation face à la propagande éhontée, de fracture générationnelle, de réflexe pro-européen... mais en oubliant la vraie raison : *it's economy, stupid!*

### Un pays appauvri

Entre 2022 et 2026, l'économie hongroise a été touchée de plein fouet par la crise de l'industrie automobile allemande, dont la Hongrie était devenue l'atelier à bas coût depuis la chute du mur de Berlin. La pression sur les salaires a été très forte, au point que la Hongrie est devenue le pays le plus pauvre d'Europe, désormais dépassée



CREATIVE COMMONS CC4

par la Pologne et même par la Roumanie. Le salaire minimum brut n'est que de 838 euros et le salaire moyen brut de 1200 euros, alors que l'inflation a écrasé les revenus entre 2022 et 2026, atteignant 25% entre 2022 et 2024 pour redescendre vers 5% ensuite.

Parallèlement, les services publics ont été laminés : les hôpitaux sont dans un état lamentable, les médecins et infirmiers du secteur public émigrent ou vont dans le secteur privé, qui est inabordable pour le citoyen moyen, les écoles et universités se vident de leurs

enseignantEs qui sont payés moins de 1000 euros par mois. À cela s'ajoute le gel des fonds européens, soit 17 milliards d'euros, à comparer au PIB annuel de la Hongrie de 200 milliards d'euros.

### Rétablir la démocratie formelle

Péter Magyar a annoncé vouloir «*rétablir l'état de droit*», en limitant le nombre de mandats de Premier ministre à deux pour interdire à Orbán de se représenter, en remplaçant les têtes des principales institutions (présidence de la République,

Cour suprême, Cour constitutionnelle, autorité des médias, autorité de la concurrence, Parquet) et en purgeant les médias publics. Orbán et ses sbires, décidés à bloquer tout changement, ont immédiatement crié à la violation de l'état de droit!

### Poursuivre les politiques réactionnaires

Par contre, Péter Magyar n'a rien promis sur le plan social : fin de non-recevoir aux demandes syndicales comme la hausse des salaires, le rétablissement du droit de grève — quasiment interdit par la Constitution — l'abrogation de la loi permettant un recours quasi illimité aux heures supplémentaires (encore appelée loi BMW car demandée par la famille Quandt-Klatten pour construire une nouvelle usine); maintien des clauses anti LGBT et anti-avortement de la constitution (criminalisation de la «*propagande*» gay, famille réduite à un homme et une femme, obligation d'écouter battre le cœur du fœtus avant d'avorter); et il endosse sans broncher la politique d'Orbán anti-migrantEs et anti-droit d'asile.

La résistance commence sur les réseaux sociaux : le parti de Péter Magyar a déjà renommé FISZA (contraction de FIDESZ et TISZA) et ont dénoncé la candidature au poste de ministre de l'Éducation d'une ancienne directrice d'école privée pour filles connue pour ses opinions réactionnaires et ses penchants autoritaires! Ce n'est qu'un début...

Janos, correspondant en Hongrie

## PALESTINE Mobilisation étudiante, répression violente

*Des étudiantEs de plusieurs établissements ont coordonné des occupations pour dénoncer la loi Yadan et exiger la fin des partenariats avec des institutions israéliennes. La répression policière et universitaire a été brutale. Mais la mobilisation s'inscrit dans une dynamique appelée à se poursuivre.*

En réponse à la proposition de loi Yadan, visant à faire taire les dénonciations du génocide en cours, des étudiantEs parisiennEs ont coordonné leurs forces pour dénoncer cette offensive liberticide. Mardi 14 avril, des étudiantEs de Sciences Po Paris (à l'appel du Comité Palestine et de Solidaires), de Panthéon-Sorbonne et de Supélec ont occupé leurs établissements. Aux quatre coins de Paris, les voix se sont élevées pour clamer : «*La loi Yadan, c'est toujours non*». Coordinées en amont, ces actions cherchaient également à interpeller les directions universitaires pour mettre fin aux partenariats avec des institutions israéliennes. Elles voulaient enfin dénoncer la répression et la censure visant les étudiantEs mobilisés (expulsions, sanctions disciplinaires, interventions des forces de l'ordre...).

### Un anti-impérialisme inscrit dans une histoire

Cette mobilisation s'inscrit dans la lignée de générations



Amphi de Science po occupé le 14 avril. INSTAGRAM SOLIDAIRES ÉTUDIANTES

étudiantes qui ont refusé de coopérer avec des universités complices de forces impérialistes. Les étudiantEs ont souvent été à l'avant-garde des luttes anticoloniales et ont su, par le passé, construire des rapports de forces conséquents. Pendant les guerres du Vietnam et d'Algérie, ils et elles se sont constitués en alliés solides des peuples en lutte pour leur libération. Le secteur universitaire de notre État impérialiste constitue un de ses outils de diffusion. Les partenariats universitaires avec Israël sont des appuis matériels et symboliques pour poursuivre les

politiques coloniales. PrésentEs quotidiennement sur les campus, les étudiantEs ne peuvent se contenter d'observer : ils et elles agissent.

### Répression physique et judiciaire

Les présidences des universités concernées ont fait usage d'une répression sans précédent. Plusieurs étudiantEs de la Sorbonne ont fini la journée en garde à vue et plus de 70 étudiantEs de Sciences Po Paris ont subi des violences physiques et judiciaires. Après l'intervention de plusieurs unités policières



(dont la BRAV-M) dans l'établissement, les contrôles d'identité et les fouilles au corps ont duré plus d'une heure. Chaque étudiantE a été sanctionné d'une amende délictuelle de 500 euros et de l'ouverture d'un casier judiciaire. De plus, la menace d'exclusions temporaires ou définitives plane sur de nombreux étudiantEs déjà mobilisés avant cette occupation.

### Une victoire à confirmer

La mobilisation s'est poursuivie les mercredi et jeudi, jusqu'au retrait de la proposition de loi Yadan. Si ce recul peut être vu comme le résultat du rapport de forces, nous devons rester prudentEs. Les macronistes ont choisi de décaler la présentation du texte au mois de juin. Dans cette séquence, nous devons nous mobiliser massivement, réaffirmer notre opposition à ce projet de loi liberticide, et imposer notre propre agenda anti-impérialiste.

### Sara Laska

Pour aider les étudiantEs réprimés à faire face, une cagnotte a été ouverte >



# DÉFENDRE LE 1<sup>er</sup> MAI



## Une journée politique

Jusqu'à aujourd'hui, aucun gouvernement n'avait remis en cause le caractère chômé de cette journée, pas même le gouvernement de Pétain qui avait pourtant transformé la « journée internationale de lutte pour les droits des travailleuses et travailleurs » en « fête du Travail et de la Concorde sociale ».

Malgré les protestations unanimes de l'ensemble des organisations syndicales, le gouvernement s'obstine dans sa volonté de remise en cause du statut spécifique du 1<sup>er</sup> Mai.

Depuis la loi de 1947, cette journée internationale des droits des travailleurEs est chômée et payée, comme dans de très nombreux pays. Selon la loi, seuls « les établissements et services qui, en raison de la nature de leur activité, ne peuvent interrompre le travail » ont le droit d'employer des salariéEs, alors payéEs double. Après avoir mis en pause la proposition de loi sur l'élargissement du travail le jour de la fête des droits des travailleurEs, Sébastien Lecornu a annoncé que les fleuristes et les boulangeries ne seraient pas sanctionnés en cas d'embauche de leurs salariéEs cette année, en prévision d'une nouvelle loi pour 2027. Il s'agit en réalité d'enfoncer un nouveau coin dans la mise en pièces du droit du travail. La pseudo limitation au volontariat, dans des petites entreprises où le/la salariéE n'est pas en mesure de répondre négativement aux fortes incitations ou aux menaces, est une tromperie. La mobilisation doit se poursuivre.

Dossier réalisé par Julie Piedra et Robert Pelletier

## Aux origines du 1<sup>er</sup> Mai

Le 1<sup>er</sup> Mai s'est transformé en jour chômé, férié, parce que les classes possédantes ont voulu lui enlever son caractère subversif. Il faut revenir aux vraies origines du 1<sup>er</sup> Mai.

**A**u départ, la revendication des 8 heures de travail et celle de la grève générale se rejoignent et deviennent explosives. Au 19<sup>e</sup> siècle, pendant la révolution industrielle, on travaille entre 12 et 17 heures par jour. La journée de 10 heures est obtenue en Angleterre en 1847, puis en France après la révolution de 1848, sans être toujours appliquée.

### Les pendus de Chicago

Aux États-Unis, les ouvrierEs luttent pour la journée de 8 heures dès 1854. Lors de son congrès de 1884 à Chicago, la *Federation of Organized Trades and Labor Unions* annonce qu'à partir du 1<sup>er</sup> Mai 1886, la journée légale de travail de 8 heures sera instaurée. Mais elle ne sera pas appliquée. Des centaines de milliers de travailleurEs se mobilisent alors dans tout le pays. À Chicago, grèves et manifestations sont particulièrement puissantes, et la répression est brutale. Le 3 mai, lors d'un meeting organisé par les anarchistes à *Haymarket Square*, une bombe est lancée contre la police, sans doute à la suite d'une provocation. Un procès truqué conduit à l'inculpation de huit militants sans preuve, et cinq d'entre eux sont pendus le 11 novembre 1887. Ils seront ensuite innocentés et deviendront des martyrs de la cause ouvrière.

### Le 1<sup>er</sup> Mai devient international

Durant les années 1880, un puissant mouvement syndical et socialiste renaît. La lutte pour les 8 heures reprend dans plusieurs pays et s'impose l'idée d'une journée commune à la même date. La 2<sup>e</sup> Internationale, réunie à Paris en juillet 1889, décide que ce sera le 1<sup>er</sup> Mai, s'alignant sur la décision, prise l'année précédente par l'*American Federation of Labor*, d'organiser une grande manifestation ouvrière ce jour-là, en hommage aux pendus de Chicago.

### OFFENSIVE PATRONALE CONTRE LE 1<sup>er</sup> MAI



### Les ouvrierEs face à la bourgeoisie

La journée de 8 heures devient un symbole d'émancipation pour la classe ouvrière. Le triangle orange, aux trois côtés égaux, en est l'emblème : 8 heures de travail, 8 heures de sommeil, 8 heures de loisirs. Le patronat et l'État combattent alors toute tentative de grève générale.

En 1891, a lieu le drame de Fourmies, petite cité ouvrière du Nord. Lors d'affrontements entre grévistes et non-grévistes, la troupe appelée par le préfet charge : 80 blesséEs, 10 morts.

En 1906, sur la façade de la Bourse du Travail à Paris, une large banderole annonçait : « À partir du 1<sup>er</sup> Mai 1906, les

travailleurEs ne feront plus que 8 heures ». Les syndicalistes révolutionnaires de l'époque voyaient la grève générale comme le levier pour la révolution. La bourgeoisie s'affola. Clémenceau, ministre de l'Intérieur, fit déployer à travers Paris plus de 50 000 soldats. Au jour J, les affrontements se multiplièrent.

En 1919, Clémenceau, alors chef du gouvernement, dut faire face au 1<sup>er</sup> Mai dans un contexte de fortes mobilisations sociales après la Première Guerre mondiale. Il fit adopter la loi des 8 heures pour éviter la grève générale.

Julie Piedra, Commission nationale formation

**E**n 1945, même si la CGT appelle à « 1<sup>er</sup> Mai de la renaissance française » avec un cortège de chars — une sorte de carnaval —, son caractère politique s'affirme, avec plusieurs dizaines de milliers de manifestantEs derrière les directions du PCF et de la CGT, du Parti socialiste, les représentants du Comité national de la Résistance, les délégations de l'*Humanité*, du *Populaire*, du *Peuple* et des journaux syndicalistes. Derrière eux venaient des rescapéEs de Buchenwald, de Ravensbruck, d'Auschwitz, avec l'un d'entre elles et eux revêtu d'une vareuse rayée à leur tête. La présence massive de travailleurEs immigréEs témoigne des combats contre le colonialisme français.

### Un grave recul

La plus grave attaque a lieu en 1953. Lors du défilé parisien du 14 Juillet, organisé par le PCF et la CGT pour célébrer « les valeurs de la République », entre 10 000 et 15 000 personnes défilent, dont la moitié au sein d'un important cortège algérien de 6 000 à 8 000 personnes, mené par le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), avec costumes et drapeaux. Le défilé tourne au drame lorsque les derniers manifestantEs rejoignent la place de la Nation, où la police tire sur le cortège, tuant 6 jeunes ouvriers algériens et un métallurgiste de la CGT, et faisant des dizaines de blesséEs. À la suite de ce massacre, la France coloniale, puis celle du coup d'État de De Gaulle de 1958, interdit les manifestations du 1<sup>er</sup> Mai et du 14 Juillet... jusqu'au défilé du 1<sup>er</sup> Mai 1968.

### Le retour en 1968

La reprise des manifestations après 1968 va renouveler leur caractère politique avec des cortèges parisiens pouvant regrouper plus de 100 000 manifestantEs. L'ostracisation de l'extrême gauche par le PCF et la CGT, allant jusqu'à la dénonciation des « gauchistes-Marcellin », entraîne l'organisation de deux manifestations distinctes. Défilent également d'impressionnants cortèges de travailleurEs immigréEs, internationalistes (espagnols, basques, irlandais, chiliens, kurdes...), des cortèges féministes et des soldats masqués en uniforme.

Progressivement, dans les années 1990 à 2000, les cortèges vont se rétrécir, jusqu'au coup de tonnerre du premier tour de l'élection présidentielle du 21 avril 2002.

Le 1<sup>er</sup> Mai 1995, en marge du rassemblement du Front national en l'honneur de Jeanne d'Arc, trois skinheads descendent sur le quai de Seine et poussent Brahim Bouarram dans la Seine, où il se noie. Depuis, chaque 1<sup>er</sup> Mai est aussi l'occasion d'un rassemblement-hommage.

En 2002, la qualification de Jean-Marie Le Pen au second tour va mettre plus d'un million de manifestantEs dans les rues de Paris le 1<sup>er</sup> Mai, et des centaines de milliers en région.

### Un renouveau à consolider

Après des années de faibles rassemblements, malgré la colère contre la loi travail en 2016 et malgré la présence de Le Pen au second tour en 2017, à partir de 2018 les cortèges vont de nouveau dépasser les 100 000 manifestantEs, en dépit de la « pause Covid » de 2019. Ils retrouveront les sommets entre 2022 et 2025, dans le cadre des mobilisations contre les réformes du Code du travail, de l'assurance chômage et/ou des retraites.

Plus que jamais, le 1<sup>er</sup> Mai doit être, en France et dans le monde, une journée de lutte sociale, féministe, écologiste, antiraciste, antifasciste, antiguerre et anti-impérialiste.

Robert Pelletier

## LUTTES SOCIALES

# Bibliothécaires en lutte à Chambéry



DR

Le 7 mars dernier, la médiathèque de Chambéry était en grève, avec le soutien des usagerEs, dont près de 1000 ont déjà signé une pétition en appui à la mobilisation.

Dans les équipes, la colère gronde : derrière cette lutte qui dure depuis plusieurs semaines, c'est un service public fragilisé qui se dévoile, entre suppressions de postes, précarité et mépris du métier.

### Austérité et conditions de travail dégradées

Parmi les revendications principales : la suppression annoncée de trois postes et le gel de trois autres. Une logique d'austérité qui alourdit immédiatement la charge de travail des équipes. Dans le même temps, plusieurs agentEs en CDD réclament leur titularisation, après des années à faire fonctionner les bibliothèques sans stabilité ni reconnaissance. Les conditions de travail se durcissent également. Les agentEs se voient imposer des horaires décalés, pouvant aller jusqu'à 13h-22h, sans compensation salariale. Une flexibilité imposée qui bouleverse les rythmes de vie et nie la pénibilité du travail en soirée.

### Invisibilisation du travail réel

Mais le cœur du problème est aussi ailleurs : dans l'invisibilisation du travail réel. Le métier ne se limite pas à l'accueil du public. Lecture, préparation d'animations, travail documentaire... autant de tâches essentielles souvent réalisées hors du temps de travail reconnu. Ce « travail invisible », indispensable au fonctionnement des bibliothèques, n'est ni compté ni rémunéré.

Cette situation entre en contradiction flagrante avec les discours politiques. Certaines structures, comme la BNR (bibliothèque numérique de référence), ont bénéficié de subventions publiques pour développer des actions culturelles, notamment à destination des jeunes publics (*Game zone...*). Mais sur le terrain, les moyens humains ne suivent pas. Et ce sont les usagerEs, en particulier les enfants, qui en subissent directement les conséquences. Moins de personnel, moins de temps, moins d'activités : la promesse d'un service public culturel accessible s'effrite.

La mobilisation dépasse ainsi la seule question des conditions de travail. Elle pose une question politique fondamentale : veut-on un service public réel, porté par des agentEs reconnus, ou une simple vitrine vidée de ses moyens ? Comme le résumait un panneau brandi pendant la mobilisation : « Une bibliothèque sans bibliothécaires, c'est un meuble ! »

Correspondante locale

Pour signer la pétition de soutien en ligne :

<https://c.org/2XKvjgWTLM>



### À Lire sur le site



Simplifier ou comment saboter les politiques environnementales

## ANTIPATRIARCAT Lutter contre les violences faites aux enfants dans le périscolaire

Après la mise en lumière des violences intrafamiliales (rapport de la CIIVISE) ou à l'école (affaire Bétharram), les témoignages de violences faites aux enfants dans le périscolaire se multiplient depuis 2025 : négligences, viols, agressions sexuelles, violences verbales, psychologiques ou physiques, commises par des animateurs.

Les violences faites aux enfants sont au cœur du système de domination patriarcal et adultiste. Ces révélations nous forcent à nous questionner sur la manière de recueillir la parole des enfants et de leur garantir la sécurité et l'épanouissement que devrait leur offrir la société.

### Un phénomène massif

Entre janvier et avril 2026, 78 animateurs périscolaires ont été suspendus par la mairie de Paris, dont 31 pour des suspicions de violences sexuelles. Dans une école maternelle du 11<sup>e</sup> arrondissement, plusieurs plaintes ont été déposées pour agressions sexuelles sur des enfants de 3 à 5 ans ; un animateur est suspendu en avril 2025. Ce n'est pas un cas isolé : le collectif SOS Périscolaire recense 440 signalements pour violences (psychologiques, sexuelles, physiques, négligences) partout en France. Et nous savons que bien d'autres situations restent silencieuses. Un an après, les mesures sont lentes et les classements sans suite se multiplient. Beaucoup d'enfants ne sont pas auditionnés et certains le sont dans des conditions stressantes et peu adaptées. Cela met en exergue l'incapacité et le manque de volonté à protéger réellement les enfants. Très régulièrement soupçonnés de mentir, de manquer de cohérence, d'exagérer, de ne pas savoir de quoi ils parlent, la société use de leur vulnérabilité, minimise et banalise les violences faites aux enfants, comme s'ils



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA HANS / LUCAS

et elles n'étaient pas des personnes à part entière. Des familles en témoignent. Par exemple, lors du dépôt de plainte d'une mère pour sa fille qui a subi l'agression d'un animateur qui lui a montré son sexe, la policière lui répond : « Votre fille n'a pas été violée, est-ce que cela ne vous suffit pas ? »

### Des causes structurelles

Des causes structurelles facilitent ces violences. Les personnels d'accueil périscolaire subissent des conditions de travail dégradées. Le manque de formation, le sous-effectif et la précarité empêchent de garantir un accueil satisfaisant aux enfants. La FCPE publie un rapport, intitulé « 50 propositions

pour agir contre les violences à l'école et dans le périscolaire à Paris », qui met en avant l'importance d'améliorer les conditions de travail pour prévenir les violences et s'attarde notamment sur la formation des personnels, la détection des violences et l'accompagnement des familles. Le SUPAP-FSU revendique un recrutement massif et un meilleur taux d'encadrement.

Nos luttes doivent se soucier des violences faites aux enfants. Elles sont rendues possibles par le système patriarcal et adultiste qui nie leur droit de s'exprimer et délègue leur parole. Pour faire entendre la voix des enfants, il faut des moyens pour la formation de toutes les adultes qui les côtoient au quotidien et, dans le cadre de procédures judiciaires liées aux violences, des conditions d'accueil respectueuses des enfants ainsi que des conditions de travail satisfaisantes pour les adultes. L'éducation à la vie sexuelle et affective dès le plus jeune âge, qui donne aux enfants la capacité de nommer et de dénoncer les violences auxquelles elles sont confrontés, doit être renforcée. Enfin, il faut des moyens pour les protéger lorsque cela est nécessaire, notamment des logements pour échapper aux situations de violences intrafamiliales, comme pour l'aide sociale à l'enfance. Nous devons briser la loi du silence, refuser d'être complices et entendre la voix des enfants !

Commission nationale d'intervention féministe

## LGBTI Marche lesbienne afrolesbienne, translesbienne, intersectionnelle de Paris

La marche lesbienne afrolesbienne, translesbienne, intersectionnelle (MLATI) de Paris aura lieu le dimanche 26 avril, journée de la visibilité lesbienne, avec pour mot d'ordre « Nos existences sont antifascistes ! Lesbiennes, afrolesbiennes, translesbiennes, unissons-nous ! » Elle débutera par une prise de parole à 14h pour un départ à 15h.

Elle est organisée par une interorga composée principalement de Bipan Paris (collectif créé par et pour les BiPan), CLE (communautés lesbiennes étudiantes, collectif lesbien étudiant), DiivinesLGBTQIA+ (association afroqueer afro-caribéenne), Féministes Révolutionnaires (<https://feministesrevolutionnaires.org/>), Queer Education (collectif d'auto-support, d'auto-formation et de création de ressources éducatives queers et intersectionnelles), le FAB (front d'action bisexuel, collectif féministe bipan en mixité choisie sans hommes cis), Outrans (association d'auto-support trans pour les personnes trans et non binaires).

### Un contexte de fascisation et de lesbophobie

Comme tous les ans, c'est la première marche LGBTI de l'année qui ouvre les suivantes en France. Elle se déroule dans un contexte de radicalisation et de fascisation en France. Nous, lesbiennes, sommes toujours discriminées aujourd'hui. Nous pensons notamment à Caroline Grandjean-Paccoud, directrice



DR

d'école à Moussages, harcelée pendant deux ans parce que lesbienne. Plusieurs tags ont été inscrits dans son établissement, des messages déposés dans la boîte aux lettres de l'école (de « va crever sale gouine » à « gouine pédophile »). Elle fera de multiples alertes, déposera de nombreuses plaintes qui resteront sans réponse, l'institution niant tout caractère lesbophobe à ce harcèlement. Elle se suicidera en septembre 2025, le jour de la rentrée des classes. Pour elle et pour toutes les victimes de lesbophobies en France et partout

ailleurs, nous marcherons et continuerons la lutte.

### Contre les instrumentalisation transphobes et racistes

Si les discriminations lesbophobes persistent, les luttes lesbiennes sont instrumentalisées contre les personnes racisées et les personnes trans par la droite et l'extrême droite. Les personnes trans et les personnes racisées (deux grands sujets de l'extrême droite dans le monde, que ce soit en France ou aux États-Unis) seraient un danger pour les lesbiennes, disent les

réactionnaires, alors que ces derniers s'opposent aux droits de l'ensemble des personnes LGBTI et sont leur pire ennemi. Aux États-Unis, avec la réélection de Trump, les entreprises capitalistes ne font même plus semblant d'être nos alliées.

Si le gouvernement de Macron se présente toujours comme LGBT-friendly et progressiste, il ne fait rien pour nos droits. La PMA pour les couples de lesbiennes (et femmes seules) a été arrachée presque 10 ans après le mariage pour toutes et sans inclure les personnes trans. Pourtant, par manque de moyens, ce droit n'est pas toujours effectif, c'est pourquoi de nombreux couples de lesbiennes en France ont toujours recours à la PMA à l'étranger et doivent alors faire reconnaître leur statut de mère auprès de l'État français.

Dans le même temps, le gouvernement veut durcir les démarches pour le changement de prénom en France, notamment pour les personnes immigrées. Leur *pinkwashing* ne fait pas illusion, surtout en ce moment où le gouvernement se droitise, fait passer toujours plus de lois racistes, de casse sociale qui impacteront aussi des lesbiennes.

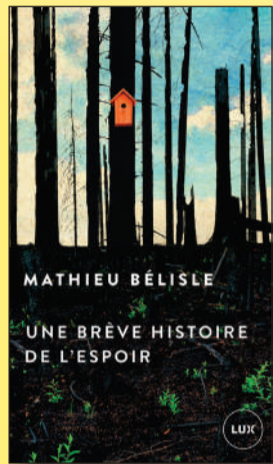
Notre libération ne pourra jamais être individuelle : elle passera par celle de toutes et de tous ou ne sera pas.

Commission LGBTI

## ESSAI Une brève histoire de l'espoir, de Mathieu Bélisle

Éditions Lux, 2025, 184 pages, 18€.

Le saviez-vous ? Pandore n'avait pas une boîte mais une jarre ! Qu'importe d'ailleurs, jarre ou boîte, Zeus l'avait prévenue : ne l'ouvrir sous aucun prétexte ! Bien entendu, rien de tel pour appâter la curieuse ! Ève, Adam, Pandore, la femme de Barbe-Bleue — vous savez, la sœur de cette Anne qui ne voit rien venir — toutes et tous s'y sont laissés prendre ! La jarre, finalement ouverte, libère donc les maux qui ont accablé l'humanité et l'accablent encore : la guerre, la maladie, la vieillesse, la misère, la famine, le vice, la passion et l'orgueil (il se dit que le fascisme est d'invention plus récente...). Resterait, au fond de la jarre refermée, l'espoir, plus lent à s'en échapper.



C'est là le début de la très longue histoire de notre humanité, traversée de façon fulgurante par la brève histoire de l'espoir que nous livre Mathieu Bélisle. Érudite et méthodique, cette évocation nous conduit des interprétations antiques — pourquoi donc l'espoir reste-t-il en réserve ? — à l'épreuve du 20<sup>e</sup> siècle et de ses catastrophes, en passant par les grandes peurs millénaristes et les non moins grandes espérances révolutionnaires, les grandes religions monothéistes et les grandes utopies politiques. Alors, au bout du compte, tout espoir a-t-il disparu avec la fameuse « fin de l'histoire » ? Est-ce que tout est foutu ? Ou au contraire, notre parcours chaotique ne doit-il pas nous laisser penser que l'espoir est permis ? « *Que nous ayons affronté les grandes glaciations et les épidémies, les guerres mondiales et la bombe, que nous ayons cru tant de fois que l'apocalypse était là, à nos portes, tout cela devrait nous mener à penser que l'histoire n'est pas terminée, que si les choses peuvent aller encore plus mal, elles peuvent aussi s'améliorer.* » N'est-ce pas là, en guise de conclusion à cet ouvrage passionnant et très abordable, une manière d'entretenir l'espoir ? Une autre manière de dire que nous aurions gagné le droit de recommencer ?

Claude Moro

► la librairie La Brèche,  
27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Daumesnil  
★ la-breche.com

## MARXISMES Marx et la politique, hier et aujourd'hui

Ce dimanche 11 avril, un double-événement, organisé par la Fondation Gabriel Péri, la GEME et les Éditions sociales, attestait de la vitalité des recherches marxistes.



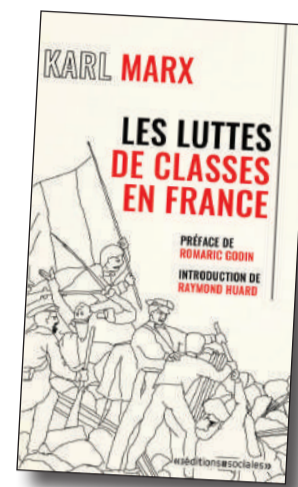
Marx par Corelle L.A.

Dans la petite salle comble de la librairie Utopia, le jury de la GEME (Grande Édition Marx Engels) décernait son premier prix de master pour récompenser un travail académique s'appuyant sur les œuvres de Marx et Engels, tandis que Romaric Godin présentait à un parterre académique les intuitions de sa préface aux *Luttes des classes en France*, récemment republiées par les Éditions sociales. Le choix d'organiser un événement visant à discuter de « *Marx et la politique, hier et aujourd'hui* », en même temps que la remise d'un prix académique et l'assemblée

générale de la GEME est notable, car il met en évidence une intervention politique de plus en plus directe des éditeurEs et des chercheurEs.

La GEME, Grande Édition Marx Engels, édite ce mois-ci, avec un solide appareil critique, l'ensemble des écrits politiques d'Engels. En parallèle, elle récompense le mémoire d'Achille B., dont l'objectif était l'actualisation de la tradition francfortoise — une tradition souvent distinguée du marxisme ou, au mieux, conspuée sous l'étiquette de « marxisme occidental ».

Cette ouverture à un marxisme « vivant et actuel » est d'autant plus évidente lorsque la deuxième partie de l'événement est dédiée à la discussion de la préface que vient de rédiger Romaric Godin pour la réédition des *Luttes des classes en France*. Le journaliste y exprime de manière de moins en moins discrète son alignement avec le communisme des conseils, au point de soutenir,



face à un Jean Quétier se revendiquant « l'avocat d'Engels », une analogie audacieuse entre ce que défend ce dernier, dans sa préface de 1895, et ce que dit Ledru-Rollin qui pense, dans une logique républicaine radicale, le suffrage universel comme voie principale vers une République démocratique et sociale. Dans cette préface, Engels défend en effet l'idée que, dans des pays

comme l'Allemagne, le suffrage universel permet désormais à la classe ouvrière de se développer politiquement, que les élections sont un moyen privilégié d'organisation, de propagande et de mesure des forces.

Romaric Godin insiste : « *L'histoire donne tort sur la question électorale à Engels (...): la naturalisation de la social-démocratie dans le système parlementaire l'amène à être ce qu'elle est aujourd'hui au bout de l'histoire. (...) On continue à dire que c'est l'amélioration du capitalisme qui va améliorer les conditions de vie, et on finit par les réformes Schröder! (...) Même l'aristocratie ouvrière ne vote plus pour le SPD, qui en est revenu au niveau où il était lors des lois anti-socialistes de Bismarck.* »

De quoi nous inciter à le (re)lire avec la plus grande attention, à l'heure où partout se discutent les élections — en particulier lorsqu'on se revendique unitaires et révolutionnaires.

Hafiza B. Kreje

## CENTRE D'ÉTUDES MARXISTES

### Gramsci et la lutte pour l'hégémonie

Lundi 13 avril, une cinquantaine de personnes se sont réunies pour discuter de la bataille pour l'hégémonie, un « concept » élaboré par Antonio Gramsci largement recyclé depuis par nos pires ennemis...



CEM, lundi 13 avril 2026. NPA-A

Les interventions de l'historienne Stéfanie Prezioso ont d'abord permis de bien réancrer le militant-intellectuel italien Gramsci dans notre camp.

#### Hégémonie: remettre le poing sur le i

Celui qui a passé la dernière décennie de sa vie dans les prisons fascistes est aujourd'hui l'objet de toutes les récupérations. Depuis les années 1970, l'extrême droite a

voulu en faire une figure vidée de son contenu de lutte des classes, en séparant celui qui a pourtant dirigé le Parti communiste italien de la pensée de Marx ou de Lénine afin d'en faire un théoricien de la contre-hégémonie assimilable par toutes les idéologies nationalistes. À l'opposé, la réunion a permis de rappeler que quand Gramsci parle de la bataille pour l'hégémonie, il ne sépare pas celle-ci des luttes économiques, sociales et poli-

tiques que mène la classe ouvrière italienne à partir du *biennio rosso* en 1919 et 1920, et que cette lutte pour l'hégémonie s'inscrit bien dans la séquence révolutionnaire ouverte par la révolution russe.

#### Élargir la lutte des classes

En présentant l'hégémonie selon Gramsci comme la capacité d'une classe sociale à susciter et organiser le consentement d'autres groupes sociaux, le chercheur en philosophie Johann Douet repose ainsi dans quel cadre le théoricien italien pensait la question du pouvoir de classe.

C'est aussi de cette façon qu'est posée la question de l'État, pas seulement dans sa fonction répressive mais aussi comme un ensemble d'institutions qui organisent le consentement du plus grand nombre aux intérêts de quelques-uns, la bourgeoisie (Église, école, presse et médias, etc.).

Il s'agit donc d'un terrain d'affrontements sur lequel la classe dominée doit aussi défendre ses intérêts. Une « guerre de position »



Gramsci par Corelle L.A.

pensée comme une lutte prolongée pour affirmer la légitimité de notre camp social et sa capacité à diriger la société. Ce qui fait de la lutte pour l'hégémonie un élargissement de l'arène de la lutte des classes.

Avec, pour conséquence de cette belle réunion, une véritable envie de se (re)plonger dans les écrits du théoricien militant italien. Prochaine séance le lundi 18 mai avec la philosophe Anne Alombert, le journaliste d'investigation Clément Pouré et la militante syndicale Linda Sehili autour d'un sujet lui aussi central : « *L'intelligence artificielle est-elle fasciste ?* » On espère vous y voir nombreuses et nombreux.

Correspondant

## HISTOIRE Histoire globale de la RDA, de Nicolas Offenstadt

Éditions Tallandier, 2026, 25,90€.

À l'heure où l'extrême droite progresse dans l'ex-Allemagne de l'Est, le dernier ouvrage de Nicolas Offenstadt offre un point d'appui précieux. Loin des récits figés, il invite à rompre avec les visions simplistes : ni paradis socialiste trahi, ni simple prison des peuples. L'originalité du livre tient d'abord à sa méthode. Offenstadt ne se limite pas aux archives du pouvoir : il mobilise enquêtes de terrain, traces matérielles et mémoires locales. Cette approche « par en bas » restitue la densité d'une société souvent réduite à son appareil répressif. On y découvre un monde traversé de contradictions : protections sociales réelles, encadrement politique étouffant, mais aussi pratiques d'adaptation, de contournement,

parfois de résistance. Les classes populaires n'y furent jamais totalement passives, sans transformer pour autant le système en projet émancipateur.

Loin d'un simple satellite soviétique, la République démocratique allemande apparaît comme un acteur du « camp socialiste », engagé dans des échanges politiques, économiques et culturels à l'échelle globale. Mais cet internationalisme reste structuré par une logique d'État, dépendante de l'URSS, et coupée d'un véritable pouvoir démocratique des travailleurEs. Là réside une limite centrale : sans contrôle par en bas, l'égalité proclamée se fige en gestion bureaucratique. L'effondrement de 1989 ne peut dès lors être réduit à une victoire pure et simple

de la « liberté ». Il exprime aussi l'impasse d'un système incapable de se réformer et l'absence d'alternative organisée du côté des dominés. La réunification a ouvert la voie à une intégration brutale au capitalisme, dont les effets sociaux et politiques continuent de peser, comme en témoigne la progression de l'*Alternative für Deutschland* (AfD).

En ce sens, *Histoire globale de la RDA* ne propose ni réhabilitation ni condamnation simpliste. Le livre fournit des outils pour penser une double rupture : avec le capitalisme, mais aussi avec les impasses du socialisme bureaucratique. Une lecture utile pour qui veut articuler analyse historique et perspectives d'émancipation.

Radu Varl



► À Lire sur le site  
Après les élections municipales, des débats très riches à Orléans

# ENTRETIEN « La lutte contre l'expérimentation animale doit se conjuguer avec les autres luttes sociales pour une société plus juste »

Deux millions d'animaux sont tués chaque année dans les laboratoires français.

**À l'occasion de la journée mondiale des animaux utilisés dans les laboratoires, le 24 avril 2026, nous avons rencontré Nicolas Marty, président de l'Observatoire de l'expérimentation animale (OXA).**

**Qu'est-ce que l'OXA, que défendez-vous et comment agissez-vous ?**

L'Observatoire de l'expérimentation animale, fondé en novembre 2024, est une association loi de 1901 dont le but est de poser les bases d'un vrai débat de fond. Actuellement, la question posée est généralement de savoir si on peut se passer de l'expérimentation animale sans rien y perdre — et donc, s'il y a déjà des méthodes « alternatives » qui donnent les mêmes résultats. Avec l'OXA, on veut mettre en avant un aspect constamment oublié : la question du spécisme, ce système d'oppression construit autour d'un privilège suprémaciste humain, qui permet de supposer qu'on a le droit de s'approprier la vie des autres animaux.

**On se demande si on peut se passer de l'expérimentation animale sans rien y perdre au lieu de poser la question de sa légitimité**

En éthique animale, le débat sur le spécisme est globalement résolu : le spécisme n'est pas plus justifiable que le racisme, le sexisme et toutes les autres discriminations arbitraires — ce qui a des conséquences massives sur la légitimité de l'expérimentation animale, qu'il y ait ou non des « alternatives ».

Pour l'expliquer, l'OXA a réalisé un dépliant, fourni à plusieurs associations. On a aussi une série de vidéos à propos de l'histoire de ce débat, qui est beaucoup plus riche que de simplement se demander si on « peut » faire autrement. Et puis, à l'occasion de la Journée mondiale des animaux utilisés dans les laboratoires, on propose cette année des tables rondes, à Tours le samedi 25 avril et à l'ENS de Lyon le lundi 11 mai.

On a aussi produit un livret qui pose les bases pour aborder le débat, et un « centre de documentation » en ligne que l'on veut développer pour centraliser les informations qui permettent de fonder le débat sur des faits. Et grâce à des documents obtenus après des années de contentieux auprès des tribunaux administratifs, on prépare des rapports pour éclairer des sujets comme le système d'inspection des laboratoires et les pratiques de l'armée française, pour informer le public et pour formuler des revendications politiques précises à l'échelle nationale, puis peut-être un jour, quand on en aura les moyens, à l'échelle européenne.

**Pour justifier l'expérimentation animale, on invoque les nécessités de la recherche médicale. Que répondre à cela ?**



C'est le fond du problème : au lieu de poser la question de la légitimité de l'expérimentation animale, on se demande juste si on « peut » faire autrement. C'est le biais du *statu quo* : on s'appuie sur ce qui existe comme si c'était justifié par défaut, et tout changement est perçu comme un risque trop grand. C'est pour ça que c'est intéressant de connaître l'histoire de ces arguments. D'autant qu'il y a toujours des gens qui trouvent leur intérêt à préserver le *statu quo*. La rhétorique sur la « nécessité » a commencé à la fin du 19<sup>e</sup> siècle : avec la première réglementation en Angleterre, les vivisecteurs se sont organisés pour éviter que des réglementations soient mises en place dans les autres pays. Les alternatives sont arrivées cent ans plus tard, quand la création d'un centre européen dédié aux alternatives a été proposée et que le milieu de l'expérimentation animale a crié au scandale, prédisant l'apocalypse. Finalement, ils se sont rendus compte qu'ils pouvaient coopter l'idée des alternatives et faire tourner tout le débat autour, plutôt que sur les questions morales soulevées par les philosophes.

**Le fait qu'une pratique soit utile n'implique pas qu'elle soit légitime, il faut penser l'arrêt de l'expérimentation animale comme une question de justice sociale**

En réalité, le fait qu'une pratique soit utile n'implique pas qu'elle soit légitime : on accepte bien heureusement de se passer de l'expérimentation sur des êtres humains génétiquement modifiés qui seraient élevés pour ça, alors que ça pourrait accélérer



Domaine public

considérablement la recherche biomédicale. Aujourd'hui, il faut penser l'arrêt de l'expérimentation animale, au-delà des alternatives, au-delà du « remplacement », comme une question de justice.

**Comment décrirais-tu la situation de l'expérimentation animale en France et dans l'Union européenne ?**

Aujourd'hui, la réglementation française est la transposition d'une directive européenne de 2010. Malgré les améliorations par rapport aux réglementations précédentes, elle reste extrêmement faible, en particulier parce qu'elle prévoit des dérogations et des marges de manœuvre pour presque tout. Même l'utilisation de l'anesthésie et de l'analgésie n'est obligatoire que si ça ne risque pas de gêner le projet. Sans parler du fait que l'application de la réglementation est loin d'être contraignante, les sanctions étant quasiment inexistantes alors que les infractions sont légion.

**La réglementation reste extrêmement faible, elle prévoit des dérogations et des marges de manœuvre pour presque tout**



DR

Malheureusement, politiquement, c'est compliqué de porter ce sujet. On l'a vu avec les projets d'amendements à la loi de finance pour taxer de 1 euro ou de 50 euros chaque utilisation d'un animal en expérimentation, qui ont généré une panique morale ridicule. Le constat est encore là : aujourd'hui, le droit de disposer de la vie d'un être sentient<sup>1</sup>, de l'instrumentaliser pour nos intérêts, ne coûte même pas un euro.

Quant aux souffrances, elles sont mieux prises en charge dans le discours que dans la réalité. On entend parler de culture du *care*, des 3R (Remplacer, Réduire, Raffiner) et de « bien-être animal », mais le fond de l'expérimentation animale, c'est que les intérêts des animaux passent après les intérêts des projets. Donc, dès qu'une souffrance est estimée utile, elle est jugée légitime. En parallèle, de nombreuses personnes qui travaillent dans les laboratoires souffrent elles aussi de la souffrance des animaux dont elles s'occupent.

**Penses-tu possible d'en finir avec l'expérimentation animale dans une économie capitaliste ?**

Quand on voit que aujourd'hui le CNRS veut développer son élevage de primates pour l'expérimentation au nom de la « souveraineté nationale » ; qu'on se heurte au « secret des affaires » à la moindre demande de transparence ; et que la santé publique est soumise aux intérêts privés... je dirais que non. Ou du moins pas tant que le capitalisme ne trouvera pas son intérêt ailleurs (ce qui nous ramène aux alternatives...).

**Pour envisager la fin de l'expérimentation animale, nous avons besoin de la lutte contre le spécisme, contre le suprémacisme humain**

Pour envisager la fin de l'expérimentation animale, nous avons besoin de la lutte contre le spécisme, contre le suprémacisme humain. C'est une lutte sociale, qui doit se conjuguer avec les autres pour avancer vers une société plus juste pour toutes les êtres sentients.

**Propos recueillis par la commission cause animale du NPA-l'Anticapitaliste**

Les ressources citées dans l'entretien sont disponibles sur le site de l'OXA : [oxanimale.fr](http://oxanimale.fr)  
1-NDLR: Ils éprouvent des émotions, positives ou négatives, et sont capables, à des degrés divers, de percevoir leur environnement et leurs expériences de vie de manière personnelle, selon leur propre point de vue.

**Suis-nous**

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

[lanticapitaliste.org](https://lanticapitaliste.org)  
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)  
[L\\_anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)  
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/Lanticapitaliste1)  
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)  
[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



**Retrouve-nous**

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

**Découvre notre presse**

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**Abonne-toi**



**Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !**

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

**Contacte-nous**

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)



**l'Anticapitaliste**  
la revue

Le n°172-173 est toujours disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



**L'image de la semaine**



D'APRÈS L'AFFICHE DU PREMIER 1<sup>er</sup> MAI DU FRONT POPULAIRE !

**Dis-nous**

Un problème avec ton abonnement ?

Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion@lanticapitaliste.org](mailto:diffusion@lanticapitaliste.org)